



MINUSCA

VERBATIM DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DES NATIONS UNIES AUX OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, JEAN-PIERRE LACROIX

A l'issue d'un séjour de deux jours à Bangui (30-31 juillet 2017), le responsable onusien s'est adressé aux organes de presse le 31 juillet à la base logistique de la MINUSCA.

Secrétaire général adjoint : Bonjour à tous. Je vais essayer d'être bref pour répondre à vos questions mais tout d'abord, je vous remercie d'être présents. Je voudrai vous dire que j'ai passé deux jours en République Centrafricaine pour faire le point et échanger sur la situation à la fois sécuritaire et politique avec les autorités de la République Centrafricaine et avec mon ami Parfait Onanga-Anyanga, le Représentant Spécial et Chef de la MINUSCA, tous ses collègues et toute son équipe pour laquelle je voudrais vraiment rendre hommage pour le travail exceptionnel qu'elle fait, avec une pensée particulière pour les soldats de la Force qui ont perdu la vie dans les attaques qui se sont produites récemment.

Je voulais d'abord parler de la situation sécuritaire. C'est une situation qui est inquiétante, avec les développements que vous connaissez dans l'Est et notamment le Sud-Est du pays. J'ai évoqué tous les efforts que nous faisons, les efforts très soutenus, à la fois dans le cadre de la MINUSCA et aussi à New York, pour faire en sorte que la Force soit mieux en mesure de répondre aux défis actuels.

Comment ? D'abord, en faisant en sorte que sur le terrain,

les redéploiements d'unités se fassent avec beaucoup de flexibilité - je rends hommage au Commandant de la Force - mais aussi que puissent se déployer, le plus rapidement possible, des contingents qui permettront de combler le vide laissé par le départ du bataillon congolais à l'ouest du pays, mais également d'autres unités, toujours dans le cadre du plafond actuel de troupes qui nous permettront de renforcer notre opération.

Nous avons bon espoir que, d'ici la fin août, les premiers déploiements substantiels arriveront avec une partie - mais une partie importante - d'un bataillon de Tanzanie et une compagnie de réaction rapide, pour laquelle nous sommes en discussions très avancées avec la Zambie. Je rends hommage à ces pays qui ont exprimé leur disponibilité à déployer dans des délais très courts.

Je voulais aussi signaler que, lorsque j'ai briefé le Conseil de sécurité récemment, j'ai indiqué que nous faisons tous ces efforts, que nous rendrions compte régulièrement au Conseil de l'évolution de la situation, de l'évolution de ces efforts et qu'en même temps, on ne peut pas garantir que ces redéploiements et ces déploiements pourraient suffire car la Force est très sollicitée. Donc, j'ai suggéré que nous pourrions, le cas échéant, revenir vers le Conseil pour éventuellement solliciter une augmentation modeste des effectifs, mais nous ne sommes pas encore là. Nous n'avons pas encore saisi le Conseil de Sécurité et d'ailleurs, et j'insiste là-dessus, rien ne dit que cette demande serait acceptée par le Conseil de Sécurité, même si à ce stade, je n'ai pas perçu d'opposition manifeste. Mais encore une fois, c'est extrêmement préliminaire.

Maintenant, l'aspect sécuritaire, c'est ne pas uniquement la Force des Nations Unies. C'est aussi le redéploiement en action des Forces armées centrafricaines. Il faut le faire avec prudence, il faut les déployer de manière à ce qu'ils puissent faire leur preuve positivement. Cela suppose un travail conjoint entre la MINUSCA et les autorités centrafricaines. Cela suppose aussi que, du côté des

autorités centrafricaines, il y ait un travail pour finaliser le cadre dans lequel ces déploiements puissent se faire - cadre budgétaire, cadre relatif au mandat et aux zones de déploiement -, questions sur lesquelles nous travaillons ensemble. Evidemment, la question relative aux dimensions logistique et autres, avec bien entendu un impératif qui est celui du respect des règles de conduite et discipline. Nous avons donc encouragé les autorités centrafricaines à poursuivre dans cette direction le plus rapidement possible parce que, *in fine*, l'émergence d'une force armée centrafricaine crédible est un élément essentiel de la sortie de crise.

Ceci étant, j'ai souligné cet élément à tous mes interlocuteurs : la dimension sécuritaire - la question relative au renforcement du muscle de la Force, la question des FACA -, elle est importante mais ce n'est pas toute la solution. J'insiste là-dessus, parce que quand on parle de redéploiement, de déploiement de nouveaux contingents, d'éventuelles possibilités de renforcer, même modestement, les effectifs de la MINUSCA, on suscite des attentes et j'en suis bien conscient. Mais je tiens à souligner que ce n'est qu'une partie de la réponse.

L'autre partie et peut être sans doute, celle qui est plus pertinente à terme, c'est la poursuite et le progrès du processus politique. J'ai échangé avec mes interlocuteurs sur les diverses initiatives qui émanent de la communauté internationale, qui sont des bonnes initiatives en soi. D'abord, parce qu'elles témoignent de l'engagement de la communauté internationale en faveur de la République centrafricaine et qu'elles ont chacune porté sur des sujets importants. L'accord de Rome dont le Président m'a indiqué qu'il mettra en place le comité visant à le mettre en œuvre, met l'accent sur le cessez-le-feu. C'est évidemment essentiel de poursuivre de manière résolue les efforts en matière de cessez-le-feu. Je crois que c'est complémentaire d'ailleurs avec une action robuste de la Force. Parallèlement l'initiative de l'Union Africaine que les

Nations Unies soutiennent, qui met l'accent sur le dialogue qui est important, qui témoigne de l'implication des partenaires africains de la République centrafricaine, et qui doit se poursuivre et se développer, évidemment en pleine coordination avec les autorités centrafricaines, le peuple centrafricain et avec l'appropriation nécessaire de la part de ces autorités, de ces initiatives.

Je crois aussi, je l'ai dit, il faut travailler sur une bonne harmonisation de ces initiatives et générer la meilleure synergie entre tous ces efforts. Nous sommes prêts à soutenir cette démarche et il est évidemment essentiel qu'*in-fine*, tout cela soit conduit par les autorités centrafricaines elles-mêmes. Nous avons besoin d'un leadership centrafricain qui doit s'affirmer de manière croissante, pour faire en sorte que ces processus puissent se poursuivre et surtout progresser. Je ne crois pas qu'il puisse avoir de solution sans la pleine appropriation de la part les autorités et du peuple centrafricains.

Le dernier message que j'ai passé, c'est l'importance qui s'attache à mettre en œuvre et à faire des efforts, et nous sommes là, toujours en soutien et prêts à continuer notre coopération sur un certain nombre de volets importants. J'ai parlé de l'opérationnalisation des FACA. Il est important aussi de poursuivre, dans le cadre du travail de formation qui a été fait des forces de sécurité intérieure (la police), de poursuivre leur déploiement là où c'est possible, par exemple à Bambari, dans les zones qui sont plus stables. De même qu'il est important que les autorités civiles reviennent, que les préfets soient nommés, que les administrations diverses nomment leurs représentants dans les zones où les conditions de sécurité permettent un tel déploiement. J'ai vraiment souligné cet élément essentiel de même que les efforts relatifs au DDR, qui avancent trop lentement et depuis trop longtemps, mais un certain nombre de moyens sont là. Des structures demandent à être finalisées pour que, au moins partiellement, mais il y a des projets qui portent justement

sur cette approche partielle et préliminaire du DDR, pour que ces projets soient mis en œuvre.

Je voudrais terminer sur un point fondamental, c'est la nécessité de condamner résolument et régulièrement tous les messages de haine et de division. Parce que ces messages qui prônent la polarisation sur des lignes ethniques ou sur des lignes religieuses, versent le poison dans les cœurs et dans les têtes. C'est un poison qui se répand vite et partout et qui risque de compromettre très sérieusement les chances de retour à la paix. Donc, j'ai vraiment souligné qu'il y avait un devoir de la part de tous les responsables, de nous bien entendu aux Nations Unies mais plus encore des responsables centrafricains pour condamner fortement ces messages et bien souligner que, ceux qui sèment la haine et la division, pourront et devront un jour rendre compte de leurs actes. Il y a la Cour pénale internationale - la Centrafrique est partie au Statut de Rome -, la Cour pénale spéciale et le renforcement, qui doit avancer plus vite, des structures judiciaires centrafricaines. Donc, l'impunité, cela doit être bien souligné, ne doit pas être au rendez-vous pour ceux qui se rendent coupables de ce genre de messages.

J'ai particulièrement souligné, dans ce contexte, le caractère inacceptable des messages qui tendent à suggérer que la MINUSCA et notamment ses soldats, sont partiaux et favorisent, là ou ailleurs, une communauté plutôt qu'une autre. Ce sont des messages inacceptables. Je comprends que des populations qui ont souffert, qui ont été déplacées et qui nous voient arriver peut être plus tard que ce que nous aurions pu faire si nous avions eu plus de moyens ou un déploiement déjà en place, notamment dans l'est. Je comprends qu'il y ait cette frustration et de la déception. Cela est une chose. Mais que ces messages ou des rumeurs de partialité soient relayés, utilisés, manipulés à l'encontre de la MINUSCA, c'est inacceptable. Au-delà de ce caractère inacceptable, c'est nuisible non seulement à la MINUSCA, qui est là, je le rappelle, pour

aider, protéger et soutenir la population, soutenir la Centrafrique, c'est aussi nuisible à la République centrafricaine. Parce que je crois, et tous mes interlocuteurs nous l'ont dit avec beaucoup de chaleur - je les remercie des mots qu'ils ont tenus à propos de la MINUSCA -, la MINUSCA reste à ce stade, indispensable pour protéger la République centrafricaine. Voilà ces quelques propos préliminaires. Maintenant je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

Radio Ndeke Luka (Armando Yangéndji) : M. Jean Pierre Lacroix, vous êtes le responsable des opérations de maintien de la paix dans le monde. Est-ce qu'on peut réellement parler de maintien de la paix en RCA, parce qu'il me semble que la MINUSCA, il faut le dire et c'est important, est dépassée ces derniers temps par les événements. J'en prends comme preuve les attaques ciblées contre certains contingents de la MINUSCA, la plainte des certaines populations dans certaines régions qui accusent certains éléments ou contingents de la MINUSCA d'être partiaux comme vous l'avez souligné. Est-ce qu'on peut parler réellement de maintien de la paix en RCA depuis que la MINUSCA est dans ce pays ?

RJDH (Judicael Yongo) : M. le Secrétaire général adjoint, vous vous êtes inquiété de la dégradation de la situation sécuritaire dès votre arrivée dans le pays. Qu'est ce qui explique cela alors qu'un pas a été franchi, des efforts ont été déployés dans le cadre du rétablissement de la paix en RCA ? Qu'est-ce qui explique cette marche en arrière ?

RFI (Edouard Dropsy) : Est-ce qu'il serait prévu, éventuellement, que le contingent marocain se retire de Bangassou ? On sait qu'ils sont un peu sur les nerfs, régulièrement harcelés, donc cette fois est-ce une éventualité et auquel cas par qui les remplacer ?

Secrétaire général adjoint : Merci beaucoup. C'est un

objectif et nous avons un mandat qui est d'ailleurs politique d'appui aux institutions et sécuritaire, pour aider les Centrafricains à y parvenir. C'est un mandat robuste. Dans d'autres opérations et avec des situations de sécurité difficiles comme en RCA, nous avons le même genre de mandat. Est-ce que c'est du maintien de la paix ou est-ce que c'est de la promotion active de la paix ? Je pense qu'au-delà des qualificatifs, ce qui est important c'est de regarder notre mission, qui est de soutenir le retour de la paix. Il y a des efforts politiques en soutien aux autorités, en soutien aux autres initiatives. Il y a des efforts sécuritaires et notre mandat robuste nous dit deux choses : l'utilisation de la force robuste - je simplifie - pour protéger les civils en cas de menace imminente, évidemment là où nous sommes déployés ou pour défendre le mandat.

Défendre le mandat, qu'est-ce que ça veut dire ? Cela veut dire notamment utiliser une force robuste contre les agitateurs ou les groupes qui veulent faire dérailler ce processus. Et c'est une partie importante, intégrante de l'ensemble de ce mandat qui vise à promouvoir le processus de paix et le retour de la stabilité. Voilà, c'est un peu la nouvelle réalité de nos opérations dans pas mal de théâtres. Les Nations Unies s'y adaptent, les contributeurs de troupes s'y adaptent, les contingents s'y adaptent. Nous nous y adaptons. Nous ne faisons pas la guerre.

Ça reste du maintien de la paix. Nous ne sommes pas des belligérants. Nous avons un mandat qui est de servir la population centrafricaine et le retour à la paix. Mais il implique que ceux qui veulent faire dérailler ce processus et continuer à faire souffrir les Centrafricains, eh bien, peuvent être exposés à la robustesse de la Force, commandée avec brio par le Général Balla Keita.

L'aggravation de la situation ? Il y a évidemment plusieurs explications - et vous avez sans doute une vue plus globale des choses - mais, ce qui est certain c'est que dans l'est et le sud du pays, il y a un vide qui s'est créé après le départ

des forces ougandaises et américaines. Ça explique sans doute en partie ce vide. Il y a sans doute une compétition pour les ressources, notamment pour les mines, qui explique aussi en partie ce regain de violence. Il y a sans doute, comme je l'ai indiqué, des personnes, des groupes qui ne recherchent pas la paix, qui recherchent autre chose, des intérêts spécifiques, la prédation ou je ne sais quoi...

Comment faire comprendre que le seul chemin à suivre, c'est celui du dialogue et de la fin de la violence. C'est en maniant ce bâton de la force robuste et cet outil indispensable qu'est le processus politique, le leadership nécessaire en matière de processus politique et d'effort de dialogue.

D'abord, je voudrais encore une fois rendre hommage aux Marocains et à leurs soldats tués dans le sud-est du pays. Ils font un travail remarquable. Nous ne rentrerons jamais dans cette approche consistant à dire : il faut tel ou tel contingent parce qu'il vient d'un pays musulman dans tel endroit... ; ou il faut un contingent non musulman parce que respectivement la population est plutôt d'un côté ou de l'autre où il y a des rumeurs. Parce que ce serait souscrire à ces rumeurs, ça serait dire oui, nous reconnaissons que ces rumeurs ont quelque chose de crédible et de valide. Maintenant, comme je vous l'ai dit aussi, nous avons retenu pour cette force une approche flexible, avec des redéploiements à brève échéance, en tout cas les plus rapides possibles compte-tenu évidemment des contraintes logistiques, pour répondre le mieux possible aux menaces là où ils existent.

Nous avons déployé en concours aux Marocains, des unités du Bangladesh et du Gabon. Bon, on va dire le Bangladesh est un pays musulman, le Gabon plutôt pas, même s'il y a des musulmans au Gabon. Non, on ne s'interdit pas la flexibilité. Ce n'est pas parce qu'il y a ces rumeurs, qu'on va se dire 'on va jamais bouger tel ou tel contingent'. Ce n'est pas parce qu'il y a ces rumeurs, qu'on

va entrer dans cette logique qui consiste à dire 'ici, non, pas de musulmans, ici il faut des musulmans'. C'est pas les Nations Unies. Les Nations Unies c'est l'impartialité et c'est le service des populations et de la paix.

L'Arbre qui parle (Fernand Nathan Bangapa Zekpio) : M. le Secrétaire général adjoint, vous venez de parler d'un mandat robuste. Je crois que depuis hier, vous avez rencontré les autorités et même la société civile. Vous devez être quand même au courant que la population centrafricaine demande à la MINUSCA, qui a un mandat robuste, de l'appliquer. L'application de ce mandat-là, c'est qu'on demande à la MINUSCA. La population centrafricaine est pour la MINUSCA, la population centrafricaine soutient la MINUSCA, veut la MINUSCA mais c'est l'application du mandat robuste comme vous venez de dire, c'est ce qui manque à la MINUSCA. Nous constatons que quelque part parfois, on ne caresse jamais les rebelles. A coté de nous ici, au Congo Démocratique, nous avons vu le travail des Nations Unies, mais pourquoi pas ici en RCA ?

Le Citoyen (Odilon Koulata) : Pourquoi vous avez appelé les autorités centrafricaines à trouver des solutions à cette crise et vous menacez de sanctions contre ceux qui perturbent le processus de paix en République centrafricaine ?

Radio Centrafrique (Gerson Sambélé) : Je pense que l'une des actions de la MINUSCA ici, c'est la protection de la population civile mais on se rend compte que dans les provinces, la population est massacrée sous le regard complice de la MINUSCA. Comment est-ce vous expliquez cela ?

Secrétaire général adjoint : La MINUSCA applique ce mandat robuste, elle s'organise et se réorganise pour l'appliquer encore davantage. Il faut garder à l'esprit

évidemment que compte tenu de la taille de ce pays et des ressources qui sont les siennes, la MINUSCA ne sera jamais en mesure de traiter la totalité des problèmes de sécurité. Mais nous faisons vraiment le maximum pour répondre aux défis et notamment répondre aux nouveaux défis qui ont émergé dans les zones où jusqu'à récemment le calme prévalait. J'ajoute, où des forces américaines et ougandaises étaient déployées. La population effectivement, notamment dans cette région de l'est et du sud-est, a fait face à de très graves attaques avec comme résultats des victimes et des personnes déplacées.

J'ai essayé d'expliquer tout à l'heure, de mon point de vue, ce qui avait suscité ce regain de violence. Nous prenons les mesures nécessaires pour avoir davantage de présence, une présence robuste qui remplira pleinement son mandat dans ces zones. Nous essayons de le faire le plus rapidement possible et comme je l'ai indiqué, il y a eu déjà des redéploiements. Nous espérons comme je l'ai dit, que davantage de déploiements viendront rapidement et que ces nouveaux apports permettront de mieux protéger la population. Et effectivement, si nous avions une présence plus forte dans cette zone au départ - mais cette présence internationale était assurée par d'autres -, si nous avions eu les effectifs pour matérialiser cette présence, sans doute, nous aurions été bien obligés de réagir plus vite. Mais nous opérons avec les effectifs qui nous ont été donnés par le Conseil de Sécurité.

La MINUSCA est l'une des plus importantes opérations au sein des Nations Unies, c'est un gros investissement de la communauté internationale et nous nous voulons que cet investissement donne le plus de fruits possibles. Mais je voudrais quand-même souligner qu'en dépit et avec tous les efforts qui sont fait par la MINUSCA sur le volet sécuritaire, la solution ne sera pas sécuritaire. Elle aura besoin de cette action sécuritaire forte mais elle ne sera pas que sécuritaire, d'où l'importance du volet politique, de l'engagement fort sur ce volet et sur les différents

thèmes que j'ai évoqué retour de l'Etat, le DDR, etc.

Vous savez qu'il y a un certain nombre de personnes qui font l'objet des sanctions du Conseil de Sécurité. C'est la responsabilité du Conseil de Sécurité de déterminer l'opportunité d'en sanctionner d'autres, c'est aussi sa responsabilité de déterminer, en se posant la question, quel sera l'impact et l'efficacité. Je crois qu'en laissant au Conseil de Sécurité la responsabilité de cet élément précis qui a trait aux sanctions, il faut bien évidemment mettre la pression sur ceux qui s'emploient à faire dériver le processus de paix.